



SETTIMANALE CORSU D'INFORMAZIONE

JEAN-CHRISTOPHE ANGELINI

**«LA PROCHAINE
MANDATURE
DOIT ÊTRE
CELLE DU CONCRET»**

P5 À 7

1,60€



**I PALAZZIALI
MÉMOIRE DE BOCOgnANO**

P18

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
EN BREF ET EN CHIFFRES P8
AGENDA P17 • ÉCONOMIE P 20
CARNETS DE BORD P22
ANNONCES LÉGALES P9



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

MOI JE VEUX
JUSTE
UNE PLACE !!



KAMPÀ

JEAN-CHRISTOPHE ANGELINI
**«LA PROCHAINE MANDATURE
 DOIT ÊTRE CELLE DU CONCRET» P5 À 7**



OPINIONS

EN BREF ET EN CHIFFRES

LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION

ASSOCIATIONS **I PALAZZIALI, MÉMOIRE DE BOCOGNANO**ÉCONOMIE **RELANCER L'ACTIVITÉ, ET DURABLEMENT**

CARNETS DE BORD

ANNONCES LÉGALES

P4

P8

P17

P18

P20

P22

P9

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef:

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition:

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1^{er} secrétaire de rédaction:

Eric Patris

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

• Secrétariat Bernadette Benazzi

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapress-editions.fr

• Annonces légales Albert Tapiero

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

AL-informateurcorse@orange.fr

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés: PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PML0.

Fondateur Louis Rioni

CPPAP 1125 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR et de

l'Alliance de la Presse d'Information Générale

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

À MODU NOSTRU

Lingua chì corri

Hè un affari propiu urighjinali chì hè statu prisintatu pocu fà da u Cullittivu «Parlemu Corsu», chì s'impegna dipoi parechji anni pà a prumuzioni di a nostra lingua. Hè una sfida nova, chì mischja u corsu è u sport. Cù u «Cercle Athlétique Bastiais», sarà urganizata una corsa sulidaria st'istati, trà U Borgu è A Sulinzara: «Currilingua». Un'idea chì hè nata in Paesi Bascu, ma chì ùn hè micca di a cumpetizioni spurtiva, postu ch'ellu ùn c'hè micca un cronometru à batta. Tuttu u mondu ci pò pratenda, pocu impremi u so nivellu. In fatti, quilli chì parteciparanu à st'evenimentu duvaranu corra à u minimu un chilometru, prima di trasmetta un tistimoniu ad altri ghjenti nant'à i chilometri futuri. Ogni chilometru parcorsu sarà «compru» da una o parechji parsoni, o puru da un associu o un'intrapresa, pà un prezzu di 100 auri à u minimu. L'essenziali di i binifizii liati à sta corsa ani da parmetta di suvvenziunà prughjetti in leia cù u sviluppu di a lingua corsa. Cusi, si pudaranu finanzià traduzioni di filmi, creazioni di centri d'immersioni, di scoli associativi o ancu webradii à mezu ad altri asempii. Una manera d'incuraghjiscia tutti quilli chì t'avariani billissimi idej, ma chì pudariani rinculà par via di a mancanza di mezi, ciò chì hè u più suventi u prublema chì sciappa tuttu. Pà a so prima edizioni, u parcorsu di Currilingua sarà di 90 chilometri, com'è u numaru di pievi ch'ella cuntava a Corsica tempi fà. L'appuntamentu hè datu a dumenica, u 4 di lugliu à 7 ori di mani, à u cumplissu spurtivu di U Borgu. Si pò scriva omu di parechji maneri, com'è andendu nant'à u situ internet di u Cullittivu «Parlemu Corsu». Corra par ùn rompa a catena: a fiura ùn pudia essa più bella. Ancu di grazia ch'elli ci sò sempri a scola è u tarrenu associativu pà mantena una sumiglia di trasmissioni di a lingua... ■ Santu CASANOVA

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos?

Vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?

Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sartonais?

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN

Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica

LES PARFUMS DU PATRIMOINE

Il en va des blagues idiotes comme du reste: certains milieux semblent se prêter mieux que d'autres à leur survie. Dans ce cas précis, l'ADN est solide, formé d'un brin de vermouth vermoulue, d'un cheveu de préjugés, d'un fil de créativité étique et d'un toron de créatinisme autosatisfait. Sans oublier, détail important, que le tout, fossilisé depuis des lustres, ne risque plus une quelconque mutation sauvage. La chose, puisqu'il faut l'appeler par son nom, tient de la salivation pavlovienne, tant est évident l'irrépressible besoin de ses auteurs de réagir de manière stéréotypée à l'évocation de certains noms ou adjectifs. De manière récurrente, Bretons et Corses se partagent ainsi l'honneur douteux de servir de cible à ces pauvretés. Notez bien que pour un plein épanouissement de la blagounette standard à usage intello-beauf, le biotope tient une place primordiale, dont l'adéquation dépend d'un équilibre parfait. Le culte du politiquement correct doit harmonieusement s'y mêler à une saine adoration du traditionnel esprit noces et banquets avec coussins péteurs. Alleluiah, l'Eden existe et il a un nom, France Inter. À son antenne, Sophia Aram nous avait déjà fait la grâce d'assimiler les Corses à des terroristes, mais c'était bien avant qu'elle ne se lance dans une croisade désintéressée et pas forcément convaincante contre toute forme d'assignation. Heureusement pour la patrie de Bigard, un Belge a brillamment œuvré à la permanence et à la grandeur du patrimoine humoristique franchouillard tout en lui donnant une forme plus concentrée, en compactant deux fulgurances vaseuses en une seule. De quoi réjouir les chantes de la startup-nation disruptive. Le 1^{er} juin, lors du «journal de 17h17», Alexandre Vizorek a en effet proféré cette inoubliable merveille: «Des Bretons qui lancent une crème solaire? Et pourquoi pas des Corses qui sortent un livre sur le burn-out!» Les mânes du Pétomane en ont frémi d'aise: une flatulence de ce calibre, aux fondements antédiluviens, aurait pu être son œuvre. À croire que Bretons, Corses, Alsaciens ou Basques* ensemble ou séparément, ont pour vocation à servir de cible aux tâcherons du bon mot tarifé à la vis comica flapie et aux petites mains du chevénementisme, du macronisme et du Printemps républicain réunis. Si tant est qu'il existe une différence. ■ **Eric PATRIS**

*Liste non exhaustive

TRIBUNE

Un dictateur sur notre continent emprisonne des journalistes et brise les libertés. Mais en détournant un vol d'une compagnie aérienne européenne entre deux capitales de l'Union européenne, Alexandre Loukachenko a non seulement commis une agression supplémentaire contre son peuple, mais une attaque brutale contre une valeur fondamentale de la démocratie, partagée par tous les Européens, la liberté d'expression et contre son premier médium, la liberté de la presse.

Nous condamnons fermement cet acte criminel contre une liberté reconnue à chaque citoyen dans toute constitution d'un pays démocratique.

Nous appelons les dirigeants de l'Union européenne à faire preuve de la plus grande fermeté envers un régime qui n'hésite pas à recourir à la piraterie pour porter atteinte aux libertés essentielles, même en dehors de ses frontières.

Nous appelons tous les éditeurs de la presse européenne, sous toutes ses formes, et tous les journalistes travaillant en Europe à se mobiliser pour défendre ensemble la liberté d'expression et la liberté de la presse.

LIBÉREZ ROMAN PROTASEVICH !



EUROPEAN NEWSPAPER PUBLISHERS' ASSOCIATION ENPA

COURRIER DES LECTEURS

Je me permets de vous écrire après avoir lu votre billet d'humeur dans le dernier numéro d'ICN.

Tout le monde parle de la langue corse, de sa sauvegarde, de son enseignement, etc. Mais personne n'a jamais parlé de mettre en chantier un dictionnaire de langue corse. Pas un lexique corse-français, un vrai dictionnaire entièrement en langue corse (comme il y a pour le français le Robert ou le Larousse, ou pour l'italien le Zingarelli), avec les noms communs et les noms propres, avec le genre, la prononciation, les différents sens selon les endroits, avec des photos, des cartes, etc. Bref, un vrai dico. Et aussi une vraie grammaire en langue corse, un Bescherelle à l'usu corsu.

On a déjà comme bases tous les lexiques qui existent, tous les ouvrages de linguistique. On a aussi les travaux de l'Adecec, et le fonds de l'émission *Dite a vostra*, qu'il faudrait décrypter si ce n'est pas encore en chantier. On ne partirait pas de zéro.

De deux choses l'une: soit la langue corse est une vraie langue et elle a besoin d'ouvrages comme des dictionnaires en langue corse: analogique, de synonymes, étymologique, etc, soit l'on considère que ce n'est qu'une langue vernaculaire sans intérêt et l'on continue à passer par le français. Or l'enseignement d'une langue ne se fait pas par le truchement d'une autre langue, c'est la base.

J'ai interpellé diverses personnes dont des défenseurs acharnés de la langue jusqu'au responsable de la dite langue à la CDC. Les arguments contre ont plu (du verbe pleuvoir): un lexique corse-français, c'est bien assez pour la Corse, un dictionnaire de langue corse serait trop politique, ça va coûter trop cher, on n'a pas les gens capables de le faire, la langue n'est pas fixée, j'en passe. Je me demande si dans notre cerveau reptilien de peuple bien colonisé, une idée est ancrée que nous ne le «valons pas bien». Vouloir défendre une langue en s'obstinant à la maintenir dans un statut de «sous-langue» me semble assez bizarre. Il faudra bien qu'un jour on résolve les contradictions qui nous empêchent d'avancer.

Merci d'avoir eu la patience de me lire.

Cordialement

MS Nobili, écrivain public

20225 Nesce

JEAN-CHRISTOPHE ANGELINI



Photo Christophe Giudicelli

« LA PROCHAINE MANDATURE DOIT ÊTRE CELLE DU CONCRET »

Le leader du PNC, Jean Christophe Angelini, est en lice pour les élections territoriales 2021 à la tête de la liste Avanzemu. Le maire de Porto-Vecchio et président sortant de l'Agence de développement économique de la Corse, évoque la désunion nationaliste, dresse le bilan de la mandature et expose sa vision de la Corse.

Une interview de Christophe Giudicelli



Photo Christophe Giurdicelli

Quatre listes nationalistes au premier tour, la majorité territoriale désunie. Est-ce un problème?

À défaut d'un problème, nous dirons qu'en toute franchise elle pose des problèmes de visibilité, de sérénité et, je le crois, de clarté pour l'ensemble des Corses et notamment pour ceux qui, en 2015 et en 2017, nous ont massivement soutenus lors des élections territoriales. Mais il faut aujourd'hui que l'on regarde devant nous et voir comment ces difficultés de premier tour peuvent se résorber dans le cadre des temps qui viennent et notamment des débats qu'il faudra bien ouvrir. Là, nous sommes dans la perspective d'un premier tour disputé et tant mieux pour le débat démocratique. Nous verrons ensuite s'il y a lieu de projeter ou d'envisager. Je dirai deux choses qui me paraissent essentielles. La première, c'est que seul doit compter le projet et c'est pour nous, à Avanzemu, la force du projet qui doit déterminer le périmètre des discussions et éventuellement des alliances. Deuxièmement, nous avons vécu une mandature difficile à bien des égards. Nous ne voulons pas la reproduire. En d'autres termes, et pour le dire très clairement, ne pas gagner électoralement et perdre politiquement. Des choses importantes doivent être dites et posées avec l'ensemble de nos partenaires éventuels dans le cadre du projet. Nous verrons ensuite ce qu'il y a lieu d'en déduire. Une chose est sûre, c'est qu'à quelques semaines du premier tour, nous nous battons tous les jours pour être la force autour de laquelle se configurera la majorité nouvelle.

Vous êtes également comptable du bilan de cette majorité. Quel bilan faites-vous de cette mandature?

Nous en sommes comptables, solidaires. Nous l'assumons en tout, dans les succès nombreux comme dans les ratés. Dans les acquis importants comme dans les difficultés. Nous voulons dire aux Corses qu'il est le bilan de la majorité nationaliste au pouvoir depuis 2015 et pas simplement d'une formation et encore moins d'un homme. Dire cela et en assumer les termes c'est, je dirais, un exercice indispensable pour en corriger la trajectoire et pour investir des champs qui à ce stade ne le sont pas suffisamment. Je pense que la mandature prochaine doit être celle des réponses, des décisions, du concret et pas simplement de la mise en route ou, dirons-nous,

des débats internes. Je crois que les Corses aujourd'hui, c'est ce qui nous revient du terrain, en ont soupé des querelles internes, des problèmes d'ego, des positionnements des uns ou des autres. Ce qu'ils attendent de nous, collectivement, ce sont des réponses et des projets très concrets. C'est le sens de mon engagement.

Dans cette mandature, quels ont été les échecs et les succès?

Je pense que nous avons perdu un peu de temps sur des sujets essentiels, les déchets en est un. Mais nous en avons d'autres, peut être moins visibles, mais tout aussi gênants pour notre société. Je crois que sur le front de l'économie, et je m'englobe dans le constat, on aurait pu, avec une autre gouvernance, aller plus vite et plus loin. Je continue de dire que conserver pour le principe une Agence du tourisme de la Corse et une Agence pour le développement économique de la Corse est une mauvaise chose. Nous dispersons nos efforts en matière de gouvernance, alors qu'ils auraient vocation à être unifiés et mutualisés. Tant d'autres sujets méritent aussi une implication beaucoup plus nette. Je commence par ceux dans lesquels j'avais une responsabilité plutôt que dans ceux qui me porteraient à critiquer tel ou tel, ce qui n'est pas du tout mon propos. Je crois qu'aujourd'hui, il faut que l'on se remette en question. Que l'on voie ce qui a fonctionné, que l'on voie ce qui a échoué ou ce qui aurait pu fonctionner mieux et que, très tranquillement, on en tire les conséquences pour mieux avancer demain.

Quel est le sens de votre démarche?

C'est d'abord une démarche de projet. Je considère que la mandature a manqué de visibilité sur ce plan-là et que nous n'avons pas été assez clairs au plan du projet de société que nous voulons pour ce pays. On donne l'impression jusqu'à présent que nous faisons un petit peu comme les autres, ceux qui nous ont précédé. À savoir que nous fixons des priorités, quand nous les fixons, de mandature et pas à l'échelle d'une génération qui est le temps pertinent pour bâtir des politiques publiques. Nous avons besoin d'une vision à 20 ou 25 ans et pas simplement d'un inventaire à la Prévert pour les quelques mois qui viennent. Cette vision, je crois que nous avons manqué de temps pour l'incarner et peut-être de volonté politique.

Le bilan: «Nous en sommes comptables, solidaires. Nous l'assumons en tout, dans les succès nombreux comme dans les ratés.»

Le projet «Nous avons besoin d'une vision à 20 ou 25 ans et pas simplement d'un inventaire à la Prévert pour les quelques mois qui viennent.»

L'adversaire dans cette campagne: «L'abstention ! Je crains fort que les Corses ne se détournent des urnes.»

L'accord d'union: «Il n'est ni possible, ni exclu. Il est à construire si tant est que des partenaires de tous horizons soient d'accord.»

Je suis candidat pour l'incarner, pour la porter et je le suis avec un collectif de femmes et d'hommes qui sont en capacité précisément d'avancer, techniquement et politiquement, dans cette même direction.

Comment avez-vous construit votre liste?

Sur des bases très claires. Il y a un ancrage nationaliste ancien évident. Ce n'est pas une liste attrape-tout, ça n'est pas une démarche électoraliste. C'est une démarche de fond qui vient de loin, qui vient de notre identité la plus ancienne. Celle du mouvement national et qui, en même temps, est ouverte à des femmes et hommes d'horizons politiques différents. Notre liste, nous l'avons aussi bâtie autour de trois préceptes forts. Le premier, c'est la compétence, technique, politique qui pour nous est fondamentale. La deuxième, c'est la représentativité des territoires. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu une liste qui intègre véritablement des régions qui n'ont pas forcément de potentiel électoral, mais dont nous voulions parce qu'elles disent quelque chose de notre pays. La dernière, c'est celle qui va consister à mieux ouvrir sur la société civile. Il est important d'avoir des élus locaux, territoriaux, consulaires mais il est tout aussi important d'avoir un apport de la société civile, du mouvement associatif, syndical, culturel, dont nous pensons qu'il est trop déconnecté du jeu politique et qu'il a vocation, sans être récupéré, ni manipulé, à être partie prenante.

Qui est votre principal adversaire dans cette campagne?

L'abstention ! Je crains fort que les Corses ne se détournent des urnes. C'est le premier point. Je fais mon possible avec l'ensemble des colistiers pour que les Corses, y compris ceux qui ont exprimé des choix différents des nôtres, puissent le faire et le faire massivement. Deuxièmement, c'est le projet de société du front républicain. Quand j'entends aujourd'hui des femmes et des hommes qui ont très peu de choses en commun dire «unissons-nous pour enlever le pouvoir aux nationalistes», je me dis qu'on rêve et qu'on n'a pas pu connaître semblable évolution durant des décennies pour en arriver là. Ce qui est important, c'est que l'on ne cible pas une liste ou un homme mais un projet. Mon projet, c'est celui d'une Corse auto-

nome, apaisée, prospère, ouverte, émancipée et je crois que si, collectivement, nous parvenons à combattre l'abstention et à incarner ce modèle de développement durable, harmonieux et partagé, en clair un modèle de société équitable et plus juste, nous arriverons à des résultats.

Selon vous qu'attendent les Corses de cette campagne?

D'abord, un débat d'idées. Je trouve que la campagne, à ce stade, en manque cruellement. Nous sommes trop dans les positionnements tactiques et pas assez dans les débats de fond. Nous avons besoin d'un débat de fond et d'une confrontation de projets. Je crois que c'est cela que les Corses attendent. Ensuite, après que le premier tour aura permis de choisir un certain nombre d'options, il faudra en valider une ou deux dans le cadre d'un choix collectif et clair. Je crois que cela doit rester une campagne de projets, d'idées et, in fine, une campagne de choix. Car il est important que les Corses prennent des décisions claires au premier comme au second tour.

Votre objectif au premier tour est-il d'être le plus haut possible pour forcer l'union?

Non. Mon objectif, c'est que ma liste soit celle autour de laquelle s'inventera la majorité nouvelle. Il ne s'agit pas de mesurer nos forces pour ensuite négocier un ralliement sur un coin de table. Il s'agit tout au contraire d'incarner ce projet, de l'incarner à un niveau très élevé et ensuite de le mettre sur la table pour espérer un débat large, mais en aucune façon, un dialogue limité aux composantes actuelles de la majorité dans le but de reproduire le même accord qu'en 2015 ou 2017. On n'est pas là pour bricoler mais pour inventer une majorité de projet sur un axe nouveau et cet axe pour nous c'est Avanzemu.

Un nouvel accord est-il possible?

Il n'est ni possible, ni exclu. Il est à construire si tant est que des partenaires de tous horizons soient d'accord. Mais à ce stade, il faut que nous menions campagne jusqu'au premier tour et je le répète, pour nous c'est Avanzemu qui a vocation à être le moteur. Nous verrons ensuite ce qu'il adviendra.

DÉPLACEMENTS SANITAIRES

3^e édition de la collecte Un mois pour un toit

En 2017, l'association **Inseme**, qui vient en aide aux personnes contraintes de se déplacer sur le continent (la plupart du temps à Marseille, Nice ou Paris) pour raison médicale, lançait pour la première fois en Corse une campagne de crowdfunding, Un mois pour un toit. Le but est de pouvoir proposer aux personnes concernées et à leurs proches des solutions d'hébergement pérennes. La générosité des Corses permettait de récolter plus de 128 000 € et ainsi d'acquérir un premier appartement à Marseille, à proximité de la Timone. En 2019, l'objectif de la deuxième campagne était l'achat d'un appartement. Il a été largement dépassé, avec plus de 247 000 €, et Inseme a acquis un T3 à Nice et un appartement à Marseille. Cette année, la troisième édition de la collecte vise à récupérer un maximum de fonds en 30 jours (du 1^{er} au 30 juin 2021) pour acheter un studio ou un appartement de type T2 à proximité de l'Hôpital Necker, dans le xv^e arrondissement de Paris, où sont hospitalisés les enfants. Le montant minimal pour un don est de 10 €, les donateurs recevront en retour un reçu fiscal donnant lieu à une déduction allant jusqu'à 66 % de leur don pour les particuliers et 60 % pour les entreprises. ■ AN

Pour effectuer un don : <https://www.move.corsica/fr/1moispour1toit>



FORMATION

UN SITE POUR FACILITER LE RECRUTEMENT DES APPRENTIS



En dépit de la crise sanitaire, l'intérêt des jeunes pour des cursus en apprentissage n'a cessé de croître lors de ces derniers mois, avec une augmentation de plus de 40 % pour les contrats d'apprentissage conclus en France en 2020 et 1603 ont été signés en Corse dans le secteur privé. La pandémie a cela dit souligné l'intérêt du numérique pour faciliter contacts et recrutements. Aussi, afin d'offrir un maximum de visibilité, que ce soit aux jeunes, candidats à l'apprentissage, comme aux employeurs, à la recherche d'un apprenti, le Centre de formation des apprentis (CFA) de Haute-Corse a mis en ligne un site internet dédié à leur mise en relation : www.apprentisencorse.com. L'objectif est de permettre aux entreprises et futur(e)s apprenti(e)s de consulter et de déposer des offres et des demandes de contrat d'apprentissage, de façon simple, rapide et gratuite, directement en ligne et ainsi d'accompagner davantage encore les jeunes vers l'emploi tout en simplifiant, pour les employeurs, la sélection d'un futur apprenti. À ce jour, le CFA de Haute-Corse est le premier centre de formation en Corse à proposer un tel service en ligne. ■ AN

TERRITORIALES

Le CROA de Corse interpelle les candidats

Comme l'avait fait le collectif anti-mafia Maffia no, a vita iè, le Conseil régional de l'ordre des architectes de Corse a interpellé les candidats aux prochaines élections territoriales. Puisque « les orientations politiques des futurs élus de l'Assemblée de Corse détermineront le développement de notre territoire, et devront répondre aux grands enjeux actuels, en particulier ceux liés au logement, au développement rural et urbain, aux urgences écologiques et climatiques, aux défis économiques et sociaux, mais aussi mobilités, culture, modes de vie et de consommation » les architectes ont souhaité, à titre professionnel comme en leur qualité de citoyens, connaître le positionnement des candidats et futurs élus territoriaux qui auront la charge de préserver et développer l'environnement. Ils leur ont adressé une série de questions autour de dix thèmes : le mal-logement ; le logement social ; les marchés publics, l'évolution du Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse ; la vulnérabilité aux aléas et ses conséquences pour le littoral ; la régulation des surfaces commerciales ; le développement raisonné, notamment en matière de tourisme ; le futur port de Bastia et la stratégie de transports ; l'économie circulaire, les circuits-courts et le développement des filières ; et enfin, l'action et les compétences en matière de patrimoine. ■ AN

Les chiffres de la semaine

6,5

M€ de crédits relance pour 2021 et 2022, soit 26 % de l'enveloppe France relance attribuée au Conservatoire du littoral pour la France entière, pour la délégation du Conservatoire du littoral de Corse. Elle devrait ainsi conduire dans les 2 ans une dizaine d'opérations de restauration pour la mise en valeur et la protection du littoral des deux départements de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud, pour un montant total de travaux estimé à 12 M€.

Les chiffres de la semaine

77 %

des lycéens ne se sentiraient pas prêts pour le grand oral qui aura lieu du 21 juin au 2 juillet prochain et comptera pour 10 % de la note finale, selon le sondage EDClass mené par Max'Sens Innovations, start-up spécialisée dans les solutions immersives de formation pour perfectionner la prise de parole en public. 83 % disent ne pas avoir été dans des bonnes conditions pour le préparer et 2/3 disent ne pas être à l'aise lors de prise de parole en public.

Les chiffres de la semaine

300

millions d'euros pour le financement d'opérations de recyclage des friches, via 2 appels à projets, l'un piloté par les préfets de région, l'autre par l'Ademe. Le fonds piloté par les préfets, d'un montant total de 259 M€, concerne 441 projets sélectionnés, dont à Ajaccio portant sur 2 300 m² de friche urbaine pour une subvention de 48 000 € et un à Corte concernant une friche militaire (le site Chabrières), sur 100 000 m² et une subvention de 852 000 €

THÉÂTRE

Napulione à Sant'Elena/ Un empereur au bout du monde

En 2012, avec le concours de Jean-Marc Olivesi, conservateur du musée de la Maison Bonaparte, la compagnie TeatrEuropa, dirigée par Orlando Forioso, entreprenait un travail de création théâtrale de longue haleine, avec *Les Bonaparte, une famille corse*. Co-produite avec la Ville d'Ajaccio, la Maison Bonaparte, la Malmaison et soutenue par la Collectivité de Corse, cette série de sept pièces avait pour ambition d'apporter chaque année un éclairage sur un des membres de la famille Bonaparte, mais aussi sur les dynamiques et les mécanismes de cette famille. *Napulione à Sant'Elena/Un empereur au bout du monde* est le quatrième opus de la série, mais également le premier mettant Napoléon en scène. Le voilà en exil, entouré de sa cour restreinte, que l'on ne verra pas, pas plus qu'on ne verra son geôlier, Hudson Lowe, gouverneur de l'île. L'intrigue s'attache plutôt à sa relation avec son nouveau médecin, François Antommarchi, qui lui arrive de Florence, envoyé par Madame Mère; ainsi qu'à son amitié avec la jeune Betsy Balcombe [qui avait déjà quitté Sainte Hélène lorsqu'Antommarchi y débarqua, mais nous sommes dans une fiction qui ne prétend pas suivre à la lettre la vérité historique] dont les manières spontanées, parfois impertinentes [elle le surnommait « Boney »] le ravissent. C'est avec elle qu'il évoque son enfance, la Corse et en vient à convoquer le souvenir de sa mère, Letizia.

Le 5 juin 2021, 19 heures Cour carrée de l'Hôtel de ville, Bonifacio. Rens : 04 95 10 24 51 & www.bonifacio.fr/a-voir-a-faire/agenda/



MUSIQUE

Campà Music

Initialement programmé au théâtre de verdure du Casone, ce mini-festival de musique très éclectique se déroulera in fine dans un cadre plus intimiste. Ouverture polyphonique le 10, avec le groupe L'Alba dont les six interprètes, tout en conservant l'héritage polyphonique corse, y ont intégré des influences sonores empruntées de l'Afrique du nord, à l'Italie, la Grèce ou le Portugal. Le 11, place à Louis Chedid, dont la dernière grande tournée, avec l'album collectif *Louis, Mathieu, Joseph et Anna Chedid*, remonte à 2015. Une absence tout sauf oisive, le temps de sortir un recueil de nouvelles et une autobiographie sous forme d'abécédaire, assurer la maîtrise d'œuvre d'albums en hommage à Georges Brassens puis Henri Salvador et préparer un nouvel album, *Tout ce qu'on veut dans la vie*, qu'il présente lors de ce concert. Sa première partie est assurée par Jeanne Gabrielle, auteure-compositrice-interprète qui revendique les influences d'artistes tels que Serge Gainsbourg, Françoise Hardy, Cat Power ou le Velvet Underground. Le 12 juin, place au rock et au jazz. Avec tout d'abord le groupe ajaccien Shangri-La, dont les compositions varient entre pop, rock, punk, rock progressif, avec des clins d'œil à des groupes phares de la scène anglaise des années 1970. Puis c'est au tour d'Electro Deluxe, qui s'était déjà produit à Ajaccio sur la scène de l'Aghja en octobre 2014: un groupe qui fusionne jazz, funk, soul et hip-hop, et allie chanteur, instrumentistes (cuivres, basse, batterie, claviers) et samples.

Du 10 au 12 juin, 20h 30. Lazaret Ollandini, Ajaccio. Rens : 04 95 50 40 80 & espace-diamant.ajaccio.fr



CINÉMA

Festival italien de Bastia

Ce n'était que partie remise. En février dernier, les organisateurs s'étaient vu contraints de repousser la tenue de l'événement, sans pour autant se résigner à l'annuler purement et simplement. Cette 33^e édition a finalement bien lieu, et s'ouvre en chansons, le 11, à 19 heures, au théâtre municipal, avec le comédien, auteur et compositeur-interprète Thomas Bronzini et le guitariste Eric Salvarelli. Dix films sont présentés. Huit dans la sélection Panorama, avec notamment *Volevo nascondarmi*, de Giorgio Diritti, qui narre la vie du peintre Antonio Ligabue, récompensé trois fois par l'Académie du cinéma italien lors de la dernière cérémonie des David di Donatello [meilleur film, meilleurs réalisateur et meilleur acteur] et *Amare, Amaro*, de Julien Paolini, grand prix du long-métrage au Festival du polar de Cognac en 2018. Également un regard sur le cinéma sarde, avec *L'agnello*, de Mario Piredda, grand prix du festival d'Annecy en 2020; et dans la section Ciné Memoria, *La prima notte di quiete* [1972], de Valerio Zurlini. L'association Musanostra propose le 16 juin à 17 heures, un salon littéraire en plein air sur le thème *Regards croisés sur l'Italie*, avec la romancière Dominique Memmi; le poète, parolier et novelliste Alain Di Meglio; Linda Piazza responsable de la Bibliothèque patrimoniale Tommaso-Prelà de Bastia et Paul Turchi-Duriani, docteur en histoire, essayiste, auteur pour la jeunesse et documentariste. Le 19, à 18 heures, l'association Dante Alighieri organise un concert, *La dolce sinfonia del Paradiso*, donné par l'ensemble Camerata Figarella, avec un programme autour de l'œuvre de Dante, composé d'œuvres musicales allant du XII^e au XX^e siècle.

Du 11 au 20 juin. Théâtre municipal, cinéma Le Studio, place Guasco et Palais des gouverneurs, Bastia. Rens : 04 95 31 58 86 & www.festivalcineitalienbastia.com



I PALAZZIALI

GARDIENS DE LA MÉMOIRE DE BOCOgnANO



Depuis cinq ans, l'association I Palazziali permet aux habitants du village de Bocognano et de la vallée de la Gravona ainsi qu'à tous ceux qui s'y arrêtent de découvrir ou redécouvrir des pans parfois méconnus de son histoire.

Le secret de cette équipe de passionnés :

un sens de la convivialité qui s'exprime à travers des actions originales et ludiques.

« **C**ontribuer à ce qu'une mémoire ne se perde pas. » C'est là l'objectif majeur de l'association I Palazziali de Bocognano, née en 2016 peu après la création de l'écomusée U Palazzu. « La municipalité a mené à bien un projet de musée sur l'histoire de la vallée de la Gravona et même un peu plus généralement de certaines parties de l'histoire de la Corse, dans un bâtiment important du village. Pour gérer ce musée, il a été décidé de faire le choix associatif. Ainsi, au travers notre association, nous essayons d'animer ce musée pour qu'il ne reste pas figé éternellement », explique Xavier Stefanaggi, le président d'I Palazziali. « La première des choses a été la réalisation de l'audio-guide de visite du musée », lance pour sa part François Squarcini, le vice-président de l'association. Ce projet, l'associé I Palazziali a décidé de le développer sous la forme d'une application smartphone gratuite qui permet de visiter le musée à son rythme, tout en découvrant tous ses secrets. Un concept ludique qui a vite fait l'unanimité auprès des membres de l'association. « Nous n'avons pas la possibilité d'avoir toujours quelqu'un au musée pour faire les visites. La solution de l'application s'imposait un peu, parce que télécharger une application c'est facile et banal aujourd'hui, et puis cela per-

met de laisser les gens tout à fait autonomes. L'appli répond à un maximum de questions et est très facile à utiliser », indique Xavier Stefanaggi en précisant que, sortie en 2019, celle-ci est disponible en 7 langues, dont le corse. « C'est un travail qui nous a pris un an », ajoute François Squarcini poursuivant : « Nous avons créé un parcours de visite du musée, mais aussi un parcours de visite dans le village grâce à de petits panneaux qui indiquent un chemin à suivre. À chaque arrêt, les utilisateurs découvrent des photos et des commentaires qui expliquent notamment comment était la vie du village autrefois. » Un travail titanesque qui a nécessité de longues heures de travail et de recherches, même si les membres de l'association confessent sans détour leur passion pour l'histoire et le patrimoine. « Nous nous sommes retrouvés plusieurs fois dans les pièces du musée, pour voir ce qui était important, ce sur quoi on voulait mettre l'accent et nous avons écrit les textes. Puis nous avons recherché de vieilles photographies pour illustrer cette appli. Beaucoup de gens du village nous en ont proposé, et le foyer rural s'est également beaucoup investi », sourit François Squarcini. Au final, une belle réussite qui permet de découvrir l'histoire de Bocognano aussi bien pour ceux de passage que pour les habitants du village. « Beaucoup de



«Lasciu 20000 franchi à l'omu di Bucugnanu chì m'hà salvu da i mani di i banditi chì mi volsini assassinà»

gens, dans n'importe quel village, ne se doutent parfois pas de ce qu'il peut y avoir comme patrimoine et comme histoire. C'est très important pour les locaux de se réapproprier cela, glisse Xavier Stefanaggi. Par exemple, pendant la Première guerre mondiale, il y a eu beaucoup de réfugiés serbes qui ont été placés à Bocognano en attendant que la guerre se finisse. C'était une communauté assez importante. Le parcours du village explique cette histoire assez méconnue.» Grâce aux excellents retours reçus sur cette application, I Palazziali prévoient déjà une mise à jour avec de nouveaux parcours dans le village. «Aujourd'hui, la visite hors du musée est principalement axée sur les hameaux anciens. Dans les prochains mois, nous allons nous atteler à construire un parcours dans le centre actuel du village. On pourra par exemple parler de tout ce qu'a engendré l'arrivée du chemin de fer, des conséquences de la guerre de 1914, ou encore de la construction des bâtiments communaux qui signifient l'intégration à la République française», dévoile le président de l'association.

Mais loin de se cantonner à ce seul projet, l'associé I Palazziali organise également des conférences, des projections de films et autres animations notamment à destination des enfants. Si ces activités sont aujourd'hui ralenties du fait de la crise sanitaire, cela n'entame pas la détermination des membres de l'association qui fourmillent d'idées pour que chacun puisse se réapproprier l'histoire du village. Ainsi, au milieu de cette période Covid, I Palazziali ont tout de même œuvré d'arrachepied pour la sortie de l'ouvrage *Bonaparte Fora*, dont l'association est à l'origine. Écrit par Philippe Antonetti, dessinateur et auteur originaire du village, il met en lumière un épisode méconnu de la vie du futur empereur, qui n'était alors que capitaine et effectuait son second commandement en Corse. «Peu de gens le savent, mais Bocognano est le village de Napoléon Bonaparte», explique François Squarcini, en précisant : «En discutant entre nous, on s'est remémoré cet épisode de l'histoire, qui tenait presque de la légende: le 5 mai 1793,

Napoléon Bonaparte, alors âgé de 24 ans, échappe à la mort à Bocognano. On a commencé à faire de petites recherches dessus et on est tombé sur la nouvelle de Maupassant qui raconte l'événement.» Désireuse de laisser à son tour une trace de cet épisode, l'association a choisi d'en faire une bande dessinée en cette année de commémoration du bicentenaire de la mort de Napoléon. «C'est un support qui reste, qui peut se diffuser auprès d'un très large public, aussi bien des enfants que des adultes, et puis c'est un moyen ludique d'apprendre l'histoire», s'enthousiasme François Squarcini. Avec l'appui des mairies de Bocognano et de Vivario, ainsi que de la Collectivité de Corse, le projet *Bonaparte Fora* a été lancé à l'été 2019. C'est aussi grâce à une opération de financement participatif et aux quelques 130 souscripteurs qui ont participé à la prévente de l'album lors d'a Fiera di a Castagna de 2019, que l'ouvrage a pu voir le jour. En librairie depuis le début du mois de mars, cet album disponible en deux versions, français et corse, a reçu un accueil positif du grand public. «C'est une belle réussite, se réjouit François Squarcini. Le livre se vend bien en librairie. Notre seul regret est nous n'avons pas pu lancer la BD au village avec les habitants comme on l'aurait voulu.»

Plus loin que la simple promotion du musée, l'association a donc fait boule de neige et contribue désormais à ce que la mémoire collective ne se perde jamais, et plus largement à l'animation de la vie du village, pour le plus grand bonheur de ses habitants. «En essayant de faire vivre le bâtiment, de facto, on entraîne aussi le village dans notre sillage. Lorsqu'on propose une conférence ou une projection de film au Palazzu, cela devient aussi une activité pour le village. Cela permet aussi d'entretenir un lien avec les habitants, note encore le vice-président de l'association. En créant un lien entre les habitants de la micro région et leur histoire et leur patrimoine, cela leur permet de renouer avec leur identité, dans un monde où elle a tendance à être noyée dans la masse.» ■
Manon PERELLI

UMIH

RELANCER ENFIN L'ACTIVITÉ, ET DURABLEMENT



Photos Claire Giudici

Si le mercure grimpe et le baromètre semble au beau fixe, si cafés et restaurants ont pu rouvrir et que le couvre-feu sera bientôt repoussé, on ne peut pour autant parler de « retour des beaux jours ». C'est en tout cas le constat que posent les représentants locaux de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih), qu'il s'agisse des gérants de boîtes de nuit, toujours dans l'expectative, ou des hôteliers, plus que jamais en butte à la concurrence effrénée -et pas toujours loyale- des meublés de tourisme.

Le petit café en terrasse, la petite salade de midi au resto sous le soleil: ça y est, c'est permis! Et à partir du 9 juin, le couvre-feu étant porté à 23 heures, il sera également possible de dîner dehors et de musarder un peu. Mais si les restaurateurs et les cafetiers ont retrouvé avec plaisir leur clientèle, il s'agit généralement d'une clientèle locale. Dans une région vivant principalement du tourisme saisonnier, la situation reste complexe, notamment pour les hôteliers. Quant aux patrons de discothèques, fermés depuis le premier confinement, ils attendent la réévaluation de leur situation et se battent pour la réouverture de leurs établissements. En ville, les hôtels recevant du public toute l'année ont pu continuer à fonctionner mais en dessous de leurs chiffres habituels, avec des personnes se déplaçant pour raisons professionnelles. Ailleurs, ils étaient fermés. Dans une région où le

tourisme représente 31 % du PIB (lorsqu'on y inclut le secteur des transports), après une saison 2020 écourtée à deux mois, la nouvelle perte de chiffre d'affaires d'une avant-saison stoppée net par le troisième confinement laissera des traces. Les élus de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) ont d'ailleurs rencontré le 21 mai dernier, en préfecture de Bastia, le député Jean-Noël Barrot missionné par le Premier ministre pour réfléchir aux mesures locales en faveur d'un « rebond économique » qui viendraient en complément du plan France relance. Et si les espoirs sont grands, l'inquiétude l'est aussi. En effet avec la fin, le 3 mai, de la limitation des déplacements, on aurait pu s'attendre à une reprise du tourisme. « Il est devenu possible voyager jusqu'en Corse à condition de présenter un test PCR négatif, mais les groupes qui constituent l'essentiel de notre avant-saison ne sont pas venus, remarque

«Il est impératif de réguler ce marché et d'adapter la loi Alur à la spécificité de notre île. C'est ce que nous avons dit au député Barrot.»



Karina Goffi, présidente de l'Umih Haute-Corse et dirigeante de l'hôtel San Pellegrino à Foilelli. Ce type de tourisme s'organise et la situation n'est pas la même dans tous les pays d'Europe: pour les Allemands, les Belges, les Suisses, mais aussi pour nos voisins Italiens, venir en Corse est compliqué. Il faut un PCR négatif au départ et il en faut un pour le retour. Imaginez des bus de 40 personnes devant s'organiser pour réaliser les tests et obtenir les résultats en moins de 72 heures. Sans compter que si le transport est annulé ou retardé de quelques heures seulement, le test n'est plus valide. Et qu'en cas de contamination, arrivé chez soi, on court le risque d'une mise en isolement.» Pour favoriser la reprise touristique, Clément Beaune, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, avait annoncé le 16 mai dernier la gratuité des tests pour les étrangers. Mais ce sont des risques que les organisateurs de voyages n'ont pas voulu prendre. Leurs clients non plus.

Pour 2020, l'Insee notait qu'en avril comme en mai, parmi les 400 hôtels que compte l'île, 4 sur 5 étaient restés fermés. Pour ceux restés ouverts, le taux d'occupation était très faible, un des plus bas de France. Il est possible que cette année, le confinement ayant été levé plus tôt, le nombre de visiteurs ait été un peu plus important, mais sans que ce soit significatif. «Au San-Pellegrino, sur les 105 chambres, une dizaine seulement sont ouvertes à ce jour. S'il y a eu une augmentation des rotations dans l'aérien et le maritime, il semble que ce sont davantage les meublés de tourisme qui en ont profité, ajoute Karina Goffi. Nous subissons depuis plus de 10 ans cette concurrence galopante et pas très loyale. Nous avons assisté à une forme de détournement du Crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIIC 2B) qui a favorisé leur développement. Il ne s'applique plus depuis la loi de finance de 2019, mais avec un taux de 58 % du parc, c'est maintenant une formule devenue majoritaire dont les retombées sociales et fiscales sont diamétralement opposées aux nôtres: l'hôtellerie crée de l'emploi, paie l'impôt, paie la taxe de séjour souvent difficile à récupérer par les communautés de communes auprès des meublés de tourisme. Quand nous bénéficions d'une défiscalisation, ce n'est pas pour augmenter un patrimoine immobilier, c'est parce que nous procédons aux réparations, à la remise aux normes de nos structures. Il est impératif de réguler ce marché et d'adapter la loi Alur à la spécificité de notre île. C'est ce que nous avons dit au député Barrot.» En effet, la loi Alur [accès au logement et urbanisme rénové] encadre les meublés de tourisme. Elle définit cette location de courte durée comme un « changement d'usage du bien »: une autorisation est obligatoire, mais seulement pour les communes de plus de 200 000 habitants. «La totalité de l'île en est exclue!»

Malgré ces difficultés, les professionnels préparent la saison. Et un des problèmes majeurs cette année, c'est le recrutement. «Après une période quasiment blanche, beaucoup d'employés de l'hôtellerie et de la restauration se sont reconvertis. Nous en sommes rendus à éplucher les pages des réseaux sociaux pour recruter du personnel formé. Pour nous, mais également pour d'autres secteurs d'activité de l'île, il devient essentiel de lancer le CDI saisonnier. En additionnant les temps de travail, les congés payés et un temps

de formation professionnelle, nous pourrions fidéliser nos employés et leur donner des perspectives d'avenir en leur permettant d'améliorer leurs compétences, en favorisant les évolutions professionnelles. Ce serait valorisant pour eux comme pour nous. Et finalement moins coûteux pour l'Etat.»

Pour les discothèques, la situation est tout autre et Alain Locatelli, président de l'Umih Nuit n'en revient pas: «Nous sommes fermés depuis 15 mois, et rien n'est encore prévu pour nous. On nous reproche le manque de distanciation sociale et la difficulté à appliquer les gestes barrière; parallèlement, on autorise la réouverture des clubs échangistes! En Corse, sur les quelques 20 discothèques existantes, 80 % reçoivent moins de 350 personnes. Elles sont 5 ou 6 à avoir un extérieur. Même celles-là ne pourraient pas ouvrir? C'est absurde». Dans l'attente d'une réévaluation de leur situation au plan national, prévue pour la mi-juin, il a lancé une pétition en ligne, pour que dès le 1^{er} juillet, les discothèques à ciel ouvert puissent accueillir du public. «Nous avons fait la preuve de notre implication à protéger nos clients: nous avons institué Sam, le capitaine de soirée pour lutter contre les dangers de l'alcool; nous avons mis en place des actions contre le Sida, contre la drogue, etc. On nous croit incapables de mettre en place un protocole de lutte contre le Covid! Pour nous, la situation est désastreuse. Les aides de l'Etat ne sont pas négligeables et la France fait sans doute beaucoup dans ce domaine, mais elles nous servent à payer nos loyers, à compléter le chômage partiel de nos employés qui sont majoritairement des locaux, à rembourser les prêts, à payer les indispensables travaux de modernisation, etc. En plus, elles vont baisser à partir de juillet. Nous avons besoin de travailler.» D'autant que si les discothèques ne peuvent rouvrir, les bars de nuit ouvriront jusqu'à 2 heures du matin à partir du 1^{er} juillet. Puis, en l'absence de lieux où faire la fête, la Corse connaît, comme d'autres régions, son lot de soirées clandestines relayées via les réseaux sociaux (avec des images et des vidéos parfois diffusées en live).

«Les mois juillet et août s'annoncent équivalents à ceux de l'année dernière. On note un net frémissement des réservations, reprend Karina Goffi. Mais nous comptons vraiment sur les effets de la vaccination pour ne plus subir ni placement en zone rouge ni confinement et vivre une arrière-saison digne de ce nom. Nous sommes des chefs d'entreprises, c'est vers la relance économique que nous voulons nous diriger. Le plan national mis en œuvre par le gouvernement est d'ordre général. Pour la Corse, des adaptations sont nécessaires. Outre les points déjà évoqués, nous avons proposé, entre autres, au député Barrot un axe fiscal qui devrait nous permettre de reconstituer une trésorerie par un soutien à l'investissement pour ceux qui ont continué à investir durant la crise. Puis il y a le prêt garanti par l'Etat (PGE). On parle de remboursement sur 10 ans: nous avons besoin d'une vision claire et définitive. Nous appelons enfin de nos vœux la création d'une plateforme régionale de réservation rassemblant compagnie aérienne régionale, loueurs de véhicules et activités annexes pour packager l'offre de séjour.» La stratégie est à l'étude à la CCI. Reste à la mettre en place. ■

Claire GIUDICI

CARNETS DE BORD

LE MYSTÈRE MACRON,

LE PRODIGE

ET LA MARSEILLAISE

par Béatrice HOUCARD

Quel est le vrai Macron? Celui qui regarde en souriant un You tubeur faire une roulade sur la pelouse de l'Élysée et promet de mettre sur son bureau les portraits de McFly et Carlito lors de l'interview du 14 juillet? Ou celui qui, dans le trimestriel *Zadig* [l'une des plus belles créations de presse de ces dix dernières années], étudie la topographie de la France et avoue qu'il se sent parfois en décalage avec les temps que nous vivons en livrant cette confidence étonnante: «*J'ai grandi dans les souvenirs de ma grand-mère. J'ai donc une vision de la France qui n'est pas du tout celle de ma génération, je dois bien l'avouer. Je suis comme désynchronisé.*»

Il y a l'Emmanuel Macron qui, à l'étranger, moque avec condescendance «*les Gaulois réfractaires*» que seraient les Français, et celui qui leur rend cet hommage, toujours dans *Zadig*: «*Même quand ils sont attachés à leur vallée, nos compatriotes s'intéressent au cours du monde et pensent que la France a un rôle à jouer.*» Celui qui conseille à un jeune de traverser la rue pour trouver du travail (il faut n'avoir jamais été chômeur pour dire une chose pareille!), ou celui qui décrypte avec acuité la crise des Gilets jaunes, à travers notamment l'exemple de la région bordelaise? «*Bordeaux a été l'une des villes où le phénomène des Gilets jaunes a été le plus violent*, dit le président de la République. *Or, ces dernières années, le coût du logement y a flambé. Beaucoup de gens ont dû partir. Les Gilets jaunes venaient du Médoc, de Blaye... Certains manifestaient car ils avaient dû quitter la ville. On leur a donné l'impression que ce qu'ils faisaient n'était pas bien. Ils se sont sentis humiliés. Alors même que nos concitoyens sont conscients des changements nécessaires dans nos vies. Tout cela avec ce sentiment profond que le progrès n'était pas pour les classes moyennes dans notre pays [...]. Les classes moyennes disent aujourd'hui: «Vous nous avez abandonnés. Il n'y a plus d'histoire et de perspective de progrès pour nous.» Ce n'est pas un hasard si la crise des Gilets jaunes n'est pas partie des quartiers populaires.*»

En plein dans le mille! Il ne lui restait plus qu'à ajouter que le vote pour Marine Le Pen et le Rassemblement national est allé crescendo dans cette partie de la population et l'analyse serait com-

plète. Emmanuel Macron sait tout cela, il a lu L'archipel français de Jérôme Fourquet et toutes les études socio-politiques qui scrutent l'évolution du pays. Il les a digérées. Y adapter une politique, c'est une autre affaire et les élections régionales confirmeront ou non cette percée du RN les 20 et 27 juin.

Le mystère Macron, lui, risque de rester entier longtemps encore. Macron-Janus ou Macron-caméléon, avait conclu Corinne Lhaïk dans son excellent livre, *Président-cambrioleur* [Fayard]. En attendant, et contrairement à la petite musique que font souvent entendre les chaînes d'info avec leurs voix de faussets, la cote de confiance du président de la République est loin d'être au plus bas: elle est même montée à 48 %, selon l'institut Harris interactive pour LCI, grâce notamment à une forte embellie chez les jeunes. Le chef de l'Etat devra-t-il remercier Mc Fly et Carlito (voire les nommer au gouvernement) s'il est réélu en 2022 et que les Français se donnent cinq années de plus pour percer le mystère présidentiel?

LE SAINT-BERNARD DE LA PANDÉMIE

À seulement 25 ans, Guillaume Rozier vient d'être fait «à titre exceptionnel» chevalier dans l'Ordre national du Mérite en raison de «*services exceptionnels nettement caractérisés*» rendus au pays. C'est le moins qu'on puisse dire. Guillaume Rozier a d'abord créé le site Covidtracker, référence incontestée de l'évolution de la pandémie en France; puis Vaccintracker pour connaître le nombre de personnes vaccinées; enfin et surtout Vitemadose, qui a permis à des milliers de Français de trouver un rendez-vous pour se faire vacciner dans des délais raisonnables, en s'appuyant sur Doctolib mais aussi Keldoc ou MaPharma.

Le travail du jeune prodige a été unanimement salué, notamment par les médecins: «*Une démocratisation de l'information sanitaire*», selon Karine Lacombe, cheffe du service des maladies infectieuses à l'hôpital St Antoine; «*l'agilité de faire ce que l'État n'a pas su malgré les moyens*» pour le professeur Philippe Juvénat, chef des urgences de l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris.

En effet, ce que le ministère de la Santé (dont l'administration,





murmure-t-on, n'est pas préparée à affronter les crises] et la Sécurité sociale ne pouvaient réussir, Guillaume Rozier l'a fait. Ce n'est pas un petit génie: juste un ingénieur qui terminait ses études à Télécom Nancy, avec une spécialité en intelligence artificielle et traitement des données de masse, ce qu'on nomme le « big data ». Il travaille actuellement pour un groupe de conseil informatique mais on imagine qu'il passe ses jours de congé, voire ses nuits, à continuer de traquer par tous les biais possibles la pandémie de Covid 19. Ainsi sont faits les spécialistes de big data: travailleurs tendance monomaniaques.

« Je pense que ça matérialise des semaines de travail, beaucoup d'heures sacrifiées mais que j'ai sacrifiées avec plaisir dans le but d'aider les Français à mieux comprendre l'épidémie grâce à Covidtracker, et qui ont permis aussi à de nombreux Français de trouver une dose de vaccin plus rapidement grâce à Vitemadose », a réagi le jeune homme en se félicitant que l'État ait joué le jeu en ouvrant ses données sur l'épidémie.

Saluer le travail de Guillaume Rozier, c'est aussi dresser un constat d'échec: un ingénieur débutant a fait mieux que l'État pour informer la population du nombre de malades, jour après jour, puis a joué un rôle non négligeable dans la vaccination, dont tout montre qu'elle va être un succès. Mais on peut aussi positiver ce constat: ce n'est pas la première fois que le privé réussit mieux que le service public et, quand l'État joue le jeu, c'est pour le bénéfice de tous. Il reste à espérer que de telles compétences ne seront pas négligées et qu'on n'apprendra pas un jour que les États-Unis, par exemple, ont offert un pont d'or à Guillaume Rozier pour venir travailler dans leur administration...

CHANTER OU NE PAS CHANTER

Avec l'Euro de football, qui se déroulera du 11 juin au 11 juillet dans douze pays différents, on ne va pas échapper à la polémique sur la *Marseillaise*. Lancé par Jean-Marie Le Pen à la fin des années 1990, le procès revient comme un leitmotiv à chaque grande compétition: « les » ou « des » joueurs de football ne chanteraient pas l'hymne national, joué avant chacun de leurs matches. On peut déjà parier que le sujet nous vaudra un débat sans surprise sur

CNews et consorts.

Dans une récente interview à LCI, Michel Platini, ce fils d'immigré italien que personne n'a jamais suspecté de ne pas aimer la France, a fait cette intéressante mise au point: « Dans notre génération, on ne la chantait jamais, la Marseillaise. Ça a commencé à chanter dans les années 1990, à cause des rugbymen qui la chantaient. Donc on se demandait pourquoi les Français ne la chantaient pas. Après, on a commencé à regarder les joueurs qui ne la chantaient pas en fonction de leur couleur. Et parce qu'il y en avait un qui était un peu plus coloré, on disait: « Tiens, il ne chante pas. Il ne doit pas aimer la France ». C'est faux. »

Les images d'archives confirment: dans les années 1984-1986, Michel Platini, Alain Giresse, Jean Tigana, Luis Fernandez et Maxime Bossis écoutent sérieusement la *Marseillaise*, plus concentrés sur leur match à venir que sur la musique de Rouget de Lisle revue par Hector Berlioz. Et personne ne les avait montrés du doigt. Sauf, donc, Jean-Marie Le Pen en 1996, toujours trop content de se faire remarquer: « Contrairement aux autres nations, ils ne chantent pas tout simplement parce qu'ils ne la savent pas, étant pour la plupart des étrangers naturalisés français aux seules fins de faire partie de la sélection. » Le sélectionneur de l'époque, Michel Hidalgo, lui avait rétorqué que les joueurs antillais n'étaient pas des « étrangers naturalisés ». En 1998, Le Pen avait remis ça en reprochant au gardien des Bleus, Fabien Barthez, de ne pas chanter l'hymne national. Résultat: pendant un certain nombre d'années, les nuls en Histoire (ça fait du monde) ont confondu le drapeau tricolore et la *Marseillaise* avec le Front national, offrant à celui-ci le gain d'un consternant hold-up.

Michel Platini a raison de dénoncer ce faux procès, même s'il altère quelque peu sa démonstration en assurant qu'il ne chantait pas la *Marseillaise* parce qu'il s'agit d'un « hymne guerrier ». Faux procès parce que, lors des cérémonies officielles, du 14 juillet au 8 mai en passant par le 11 novembre, le président de la République ou les maires des villes et villages de France ne chantent pas non plus. Ils écoutent la musique. Une cérémonie officielle n'est pas un meeting et le silence est bien plus respectueux que le risque de faire des fausses notes. ■

**CORSE
PISCINE
POLYESTER**



Votre rêve
accessible



www.corsepiscine.fr

06 43 73 07 40